

Les services du FMI achèvent une mission en Côte d'Ivoire

Le 5 avril 2018

- Les communiqués de presse publiés en fin de mission par les services du FMI expriment leurs observations préliminaires au terme d'une mission dans un pays. Les opinions exprimées dans ces conclusions sont celles des services du FMI et ne sont pas nécessairement celles du Conseil d'administration.
- La mission du FMI et les autorités sont arrivées à un accord au niveau des services sur la troisième revue du programme appuyé par les accords FEC et MEDC, sous réserve de son approbation par la direction du FMI et du Conseil d'administration.
- le PIB a augmenté de 7,8% l'an dernier, nonobstant la chute des cours du cacao et les revendications sociales. L'inflation est restée faible à environ 1%, bien en-dessous de la norme de 3% de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).
- L'équipe du FMI et les autorités ont convenu de la nécessité d'accélérer les réformes essentielles pour maintenir la croissance à un rythme soutenable et continuer de la rendre plus inclusive

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par Dhaneshwar Ghura a visité Abidjan du 22 mars au 5 avril 2018 pour mener les consultations au titre de l'article IV des statuts du FMI pour l'année 2018 et tenir les discussions sur la troisième revue du programme économique et financier triennal soutenu par le FMI grâce à des accords conclus dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC).

A la fin de la visite, M. Ghura a rendu publique la déclaration ci-après :

« La mission du FMI et les autorités sont arrivées à un accord au niveau des services sur la troisième revue du programme appuyé par les accords FEC et MEDC, sous réserve de son approbation par la direction du FMI et du Conseil d'administration. L'examen par le Conseil d'administration pourrait intervenir en juin 2018.

« Sur la base des résultats préliminaires, le PIB a augmenté de 7,8% l'an dernier nonobstant la chute des cours du cacao et les revendications sociales. L'inflation est restée faible à environ 1%, bien en dessous de la norme de 3% de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Le crédit à l'économie a progressé à un rythme soutenu de 13,3% en 2017.

Reflétant la baisse des cours du cacao en 2017, le déficit du compte courant extérieur s'est situé à 2,1% du PIB.

« Les perspectives à moyen terme sont favorables et les risques pesant sur les prévisions sont globalement équilibrés. L'activité économique devrait rester soutenue en 2018 et les perspectives à moyen terme projettent la poursuite d'une croissance robuste. L'inflation devrait rester contenue. Le déficit budgétaire devrait être maintenu à 3,75% du PIB en 2018, en phase avec les objectifs du programme. L'équipe salue l'engagement des autorités à converger vers la norme du déficit budgétaire régional de l'UEMOA de 3% du PIB en 2019.

« Les performances du programme soutenu par le FMI ont été satisfaisantes en 2017. Le déficit budgétaire était de 4,2% du PIB en 2017, un peu moins que prévu. Tous les critères de performance et tous les repères indicatifs, à l'exception d'un seul, pour fin décembre 2017 ont été respectés. Tous les repères structurels, à l'exception d'un seul, ont également été mis en œuvre. Les politiques solides engagées par les autorités dans le cadre du programme appuyé par le FMI et les bonnes performances économiques du pays ont contribué à l'émission de l'Eurobond en mars 2018.

« L'équipe du FMI et les autorités ont convenu de la nécessité d'accélérer les réformes essentielles pour maintenir la croissance à un rythme soutenable et continuer de la rendre plus inclusive. L'équipe salue les progrès réalisés par les autorités dans la priorisation des nouveaux projets d'investissement qui devraient contribuer à maintenir l'espace nécessaire au financement du Programme National de Développement (2016-2020). L'équipe du FMI et les autorités se sont également accordées sur l'importance d'augmenter les recettes internes pour créer un espace budgétaire permettant de prendre en charge les dépenses prioritaires et d'améliorer la capacité à rembourser la dette.

« La mission a noté les efforts visant à atténuer les risques budgétaires en poursuivant la restructuration de la raffinerie nationale et des banques publiques. La mise en œuvre des nouvelles réglementations prudentielles conformes aux principes de Bâle II / III devrait renforcer la stabilité du secteur bancaire. Les performances économiques de la Côte d'Ivoire sont solides. Les perspectives présentent toutefois des risques liés notamment au rythme plus lent que prévu de la mobilisation des recettes, aux termes de l'échange défavorables et au resserrement des conditions financières internationales.

« La mission et les autorités ont convenu que le programme de transformation économique de la Côte d'Ivoire progresse bien. La poursuite de la consolidation budgétaire, une politique d'endettement prudente et des réformes du côté de l'offre permettront de soutenir les taux de croissance élevés. La poursuite des actions visant à diffuser les retombées de la croissance et à réduire le chômage des jeunes sera également un facteur

important pour assurer le succès à long terme des politiques du gouvernement.

« La mission du FMI tient à remercier les autorités pour leur chaleureuse hospitalité et les échanges constructifs lors de la mission. »

La mission du FMI a été reçue en audience par Son Excellence Monsieur le Président de la République Alassane Ouattara ; M. Amadou Gon Coulibaly, Premier Ministre ; M. Adama Koné, Ministre de l'Economie et des Finances ; M. Amadou Koné, Ministre des transports ; M. Thierry Tanoh, Ministre du Pétrole, de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables ; M. Jean Claude, Ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale ; Madame Nialé Kaba, Ministre du Plan ; M. Moussa Sanogo, Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat ; M. Chalouho Coulibaly, Directeur National de la BCEAO ; ainsi que d'autres hauts responsables de l'administration.

Département de la communication du FMI

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

ATTACHÉ DE PRESSE: LUCIE MBOTO FOU DA

TÉLÉPHONE:+1 202 623-7100

COURRIEL: MEDIA@IMF.ORG